

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 296

Samedi 28 juin 1975

AVEC DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS

Le P.C.M.L.F. était dans la rue !



COMMUNIQUE DU PCMLF

Le 26 juin de 17 heures à 19 heures 30 de très nombreux travailleurs révolutionnaires ont acclamé le Parti communiste marxiste-léniniste de France, interdit par la bourgeoisie avec l'appui des dirigeants révisionnistes du P.C.F le 12 juin 1968.

Derrière les portraits de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung et une banderole «Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France» les manifestants soutenant la juste lutte des ouvriers contre les licenciements, les milices patronales et la répression policière scandaient «Milices fascistes hors des usines», «Pas un seul licenciement, du travail pour tous !», «Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière !», «Chausson-Câbles de Lyon solidarité», «CGE assassin», et portaient notamment une banderole «On ne négocie pas les licenciements on les refuse !». Dénonçant vigoureusement le comportement social-fasciste des dirigeants du P.C.F qui calomnient

et matraquent les travailleurs révolutionnaires opposés à leur ligne de collaboration de classe et d'asservissement au social-impérialisme russe, les manifestants brandissaient bien haut des portraits de Gilles Tautin et de Pierre Overney militants marxistes-léninistes et de la pensée de Mao Tsé-toung assassinés par le capital, lançaient les mots d'ordre «Marchais-Leroy traîtres à la nation, traîtres au prolétariat». Des centaines de travailleurs massés sur les trottoirs ont applaudi ces mots d'ordre.

Affolés les dirigeants du P.C.F et de la CGT, ont mis en pratique une nouvelle fois leur conception de la «démocratie» et des «libertés» : ils ont envoyé leurs nerfis fascistes pour provoquer les manifestants et agresser avec une rage particulière des femmes travailleuses. Pourtant leur violence réactionnaire n'a pas empêché les manifestants de poursuivre jusqu'à la place de la Bastille.

Les dirigeants du P.C.F comme leurs homologues portugais se présentent en champions des libertés mais ils font en réalité partie des pires ennemis des libertés.

Cela démontre une nouvelle fois que les travailleurs dans leur lutte pour l'emploi, le bien-être, l'indépendance nationale et le socialisme ne doivent faire aucune confiance aux traîtres révisionnistes mais au contraire doivent associer leur lutte contre le danger fasciste à la lutte contre le danger social-fasciste.

Vive la juste lutte des travailleurs pour leurs revendications et contre la répression !

Vive le marxisme-léninisme, à bas le révisionnisme moderne !

A bas le fascisme et le social-fascisme !

A bas les dirigeants du P.C.F
cinquième colonne du social-impérialisme
russe !

Le Secrétariat du Comité central
du PCMLF

A la manifestation du 26 juin les nervis fascistes du P''C''F en train d'agresser des travailleurs révolutionnaires



Coup de force fasciste en Inde

Accusée par la Haute cour d'Allahabad d'avoir eu recours à la corruption pour se faire élire en 1971, Indira Gandhi devait être démise de ses fonctions de Premier ministre indien.

Suite aux pressions des avocats d'Indira Gandhi, la cour avait décidé de n'exécuter la sentence qu'après 50 jours pour permettre à l'accusée de faire appel (voir HR No 289).

Elle a profité de ce laps de temps pour organiser un coup de force fasciste. Jeudi 26 juin avant l'aube, les 50 principaux dirigeants des partis de l'opposition au régime étaient emprisonnés, les principaux points stratégiques de la capitale étaient placés sous la protection de l'armée, l'état d'urgence décrété dans tout le pays.

Dans la journée la presse était muetée et c'était alors 700 des principales personnalités de l'opposition qui étaient jetées dans les geôles d'Indira Gandhi. On compte parmi elles le président du parti nationaliste «Jana Sangh», M. Advani, les socialistes Maddu Limaye et Raj Narain, ainsi que le vieux disciple de Gandhi, Narayan.

Bien entendu, les seuls «opposants» à être restés en liberté sont les dirigeants du parti révisionniste pro-social-impérialiste russe. D'ailleurs l'agence Tass a souligné qu'Indira Gandhi est victime d'un complot réactionnaire ! Encore une illustration de ce que font main dans la main fascistes et sociaux-fascistes.

COREE:

Les menaces US, une ruse ridicule

Les menaces nucléaires américaines à l'encontre de la Corée sont «une ruse ridicule visant à justifier et à couvrir les nouvelles manœuvres de guerre criminelle de l'impérialisme US et qui n'effraie personne».

Telle est la réaction de l'agence coréenne d'information devant les déclarations de J. Schlesinger, secrétaire US à la défense, qui a envisagé l'utilisation de l'arme nucléaire contre la Corée du Nord.

Une telle déclaration révèle l'état de faiblesse et l'embaras des impérialistes US à la suite de leurs défaites successives dans la région.

Quoi qu'il en soit, et c'est la conclusion de l'agence coréenne d'information :

«Si les manœuvres de guerre impérialistes déclenchent un nouveau conflit armé en Corée, le peuple coréen y répondra par une contre-attaque décisive qui fera triompher la cause sacrée de la réunification nationale.»

Moscou

et la télévision française

Les responsables de la première chaîne de TV viennent de signer à Moscou un protocole d'échange de programmes d'actualité avec Sergueï Lapine président du comité soviétique d'Etat de la radio et de la télévision.

Ce fait vient s'ajouter à ceux que nos camarades de l'ORTF ont récemment dénoncé dans nos colonnes concernant les tentatives d'infiltration révisionniste dans les

sept sociétés de télévision issues de l'éclatement de la ex-ORTF, particulièrement dans la première chaîne.

Faire passer dans notre peuple sa propagande démobilisatrice et de soumission, voilà l'objectif des dirigeants révisionnistes de Moscou en signant cet accord. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et notre peuple n'avallera pas leur sale camelote comme ils l'espèrent...

MEDITERRANEE:

la menace soviétique se renforce

La Méditerranée est de plus en plus le théâtre de l'activité militaire de la flotte soviétique. De 60 à 90 unités y patrouillent en permanence. En avril dernier, les «grandes manœuvres» soviétiques - «Océan 75» - se sont principalement déroulées dans les mers et océans proches de l'Europe : à sa flotte méditerranéenne, l'URSS a ajouté lors des manœuvres, des bâtiments de sa flotte de la mer Noire pour l'exercice sur le flanc sud de l'Europe. Voilà qui en dit long sur les intentions et la stratégie soviétiques dans le cadre de sa rivalité avec la superpuissance US dans la région.

Il y a quelques années encore, des sous-marins et «châliutiers soviétiques» entraient à la dérobée dans les eaux au large des côtes françaises. Aujourd'hui, des sous-marins soviétiques entrent ouvertement dans la baie de Biscay pour tester la défense occidentale. En avril der-

nier, des bâtiments soviétiques sont allés jusqu'à traverser les eaux entre le continent français et la Corse !

Face à cette menace, l'exercice militaire à l'échelle nationale du 21 avril au 7 mai, a été consacré en grande partie à la Méditerranée ; par ailleurs, et ceci suivant une décision de décembre dernier, la flotte française en Méditerranée doit être renforcée en 75 et 76, des porte-avions «Clémenceau» et «Foch» et du croiseur lance-missiles Colbert.

De telles décisions sont positives pour renforcer la défense indépendante du pays contre l'hégémonie des superpuissances.

Mais compte aussi et surtout la mobilisation du peuple français et des peuples d'Europe et de Méditerranée face à la menace d'agression que les sociaux-impérialistes soviétiques font peser sur eux. A nous d'y contribuer.



Les commandos de marines soviétiques défilent sur la Place Rouge. Rien à envier aux marines US !

PROLETARIAT N. 10 EST PARU

Revue politique et théorique des communistes marxistes-léninistes de France

Au sommaire :

- Remarques pour étudier le PROGRAMME DU P.C.M.L.F.
- Bilan de la lutte à KODAK
- Entreprise Guillouard (Nantes)
- Conférence de l'ONU, une victoire du Tiers-Monde
- Les responsables de «la crise»
- Ernst Thälmer président du KPD(M-L) : Discours de Kiel et d'autres articles

PASSEZ SANS TARDER VOS COMMANDES !
à E-100 70, rue de Belleville PARIS 75020

MARCILLAC (AVEYRON)

QUELQUES LECONS DE LA GREVE

A *Manuval* (300 ouvriers, en majorité des femmes, qui fabriquent des pièces automobiles pour le groupe Labinal) le patron règne en monarque absolu : cadences sans cesse accrues, salaires dérisoires, répression féroce. En 1974, il licenciat 28 personnes, réduisait les horaires, mettait les ouvriers en chômage technique tout en incitant certains à faire des heures supplémentaires.

Début 75, les ouvriers s'organisent en un syndicat CGT, qui groupe la majorité du personnel. Mais la direction ne s'émeut pas pour autant, un syndicat a déjà été créé en 1968, puis démantelé. Aussi rejette-t-elle à trois reprises les revendications des ouvriers, à savoir : un accord d'entreprise, des améliorations des conditions de travail (des bleus par exemple), 150 F pour les OS, 100 F pour les OP. Devant cette attitude les ouvriers optent pour un débrayage de deux heures, qui, devant l'intransigeance patronale, se transforme en grève illimitée le 26 avril.

Les ouvriers en sont à leur première expérience de lutte; au début, leur combativité est grande : ce sont eux qui prennent toutes les initiatives, comme les collectes, une manifestation à Marcillac où les commerçants, par solidarité envers les ouvriers, qui l'ont demandé, baissent leur rideau, comme la sequestration du patron, comme l'occupation des locaux, comme le blocage des camions, comme des propositions de macarons de soutien à *Manuval*, etc.

Mais les responsables de l'UD CGT, en s'appuyant sur un délégué de l'usine, vont très vite prendre en main la direction de la grève, la désorganiser peu à peu et briser la combativité. Par exemple ils se sont opposés au blocage des camions.

Le 14 mai, la secrétaire du patron fonce sur le piquet de grève : il n'y a que des égratignures. Mais les pontes CGT font tout ce qu'ils peuvent pour

étouffer l'affaire, endiguer la juste colère des ouvriers.

Une déclaration du PCMLF, distribuée lors d'une manifestation à Marcillac, soulignait cette politique de collaboration de classe (reprise dans l'H.R. du 31 mai).

Les délégués convoquent les ouvriers par les journaux ! Aux AG, ils les mettent au courant de la situation, puis les renvoient chez eux ! Seule restent en place les piquets avec un effectif très restreint et très peu d'activités. Les ouvriers qui osent avoir des idées différentes de celles de certains délégués, ou pontes CGT, sont injuriés ou traités de «gauchistes» ou même de «fous». Exemple de démocratie : «Tu ne sais pas ce que tu dis», «Ferme ta gueule», «Si tu n'es pas content dégage !».

«Nous, nous considérons que nous pouvons discuter de l'orientation de la CGT. C'est être fidèle aux principes de notre syndicat, aux statuts. (...) Georges Ségué dans une émission à la télé le 7 novembre 1974 : "Je réaffirme que pour être "syndiqué à la CGT, la seule condition est d'être salarié... Il n'y a aucune raison pour qu'un syndiqué soit victime d'une exclusion, chacun a le droit de s'exprimer librement... Il n'a aucune raison d'être inquiet, même s'il est en désaccord systématique avec l'orientation de la CGT".

«Dans la commission jeunes il y en a qui sont d'accord avec le Programme commun, d'autres qui ne le sont pas, nous en discutons et c'est normal.» (...)

Pendant la grève la direction syndicale a freiné toutes les activités au nom de la démocratie, de la légalité, elle a poussé les délégués à prendre seuls les décisions, elle poussait les délégués à s'appuyer surtout sur les personnalités locales dont la réponse était : «on essaie de faire pression sur la direction». Elle a sans arrêt proposé d'arrêter la lutte et de «continuer l'action sous d'autres formes» à l'intérieur. Seule la déter-

mination des ouvrières et des ouvriers a permis que la grève continue.

A la fin de la 4e semaine le patron ayant déclaré qu'il n'avait plus rien à voir avec les *Manuval* en grève, nos rapports avec la direction générale s'effectuaient par l'intermédiaire du préfet. A l'annonce qu'un négociateur du trust devait descendre, les pontes CGT se jetèrent sur la négociation, sous prétexte que nombre d'ouvriers voulaient reprendre le travail sans tarder, et que la chance qui se présentait à nous ne se représenterait pas de longtemps ! Ils négligèrent le principal atout que constituait Vire (autre usine du groupe Labinal) qui devait se retrouver en chômage technique la semaine suivante par suite du blocage du matériel à *Manuval*.

Ainsi, quatre semaines de grève démarrées dans l'enthousiasme et la détermination, aboutirent à 80 F d'augmentation pour les OS et à la garantie (sur le papier !) qu'il n'y aurait pas de répression pour fait de grève. La reprise du travail eut lieu le vendredi 30 mai. Les 80 F ont été acceptés sans vote. L'accord a été décidé et signé par trois délégués et «gens de bonne compagnie» : le préfet, la direction. Aujourd'hui, après trois semaines de travail de plus en plus nombreux sont les ouvriers qui se rendent compte que ce n'est pas grand chose, qu'on est loin en tout cas des revendications posées au début.

De plus la direction a donné de façon sélective les augmentations aux professionnels (de 80 F mini à 290 F dont le principal délégué a été le bénéficiaire), et les risques de licenciements pour faits de grève ne sont pas à exclure.

Nous devons avoir confiance dans les travailleurs de *Manuval*, qui sauront dans un avenir très proche démasquer le rôle des révisionnistes dirigeant le syndicat, sapeurs pompiers des grèves de la région.

Article rédigé collectivement par des travailleurs.

A la cellulose de Strasbourg

luttons jusqu'à la victoire !

Les travailleurs de la Cellulose de Strasbourg se sont mis en grève le 18 juin pour obtenir une augmentation de leur coefficient et pour lutter contre toute déqualification.

Voilà des mois que le syndicat jaune FO et les dirigeants révisionnistes de la CGT négociaient et parlementaient avec le patron. Dans le but de nous diviser, le patron a accordé 20 points d'augmentation aux conducteurs d'engins, mais rien aux autres. Ce que nous revendiquons aujourd'hui, c'est l'extension de cet acquis à toute l'usine.

Face à un patron de choc, les dirigeants révisionnistes ont proposé après six jours de grève de rentrer sans avoir rien obtenu, mais la «tête haute». Tous les grévistes ont dénoncé immédiatement cette manœuvre de sabotage. Résultat : le principal bonze, permanent CGT sur la boîte, fort contrarié, a disparu dans la nature. Cela a permis aux travailleurs de voir le vrai visage de ces «défenseurs de la classe ouvrière» et de prendre en main eux-mêmes la grève. Les travailleurs sont décidés à entreprendre toutes les formes de lutte pour mobiliser l'ensemble des ouvriers, créer un rapport de force et populariser leur lutte.

Quelles que soient les manœuvres de la direction, des jaunes, des bonzes révisionnistes de la Fédération papier-carton et de la police, les travailleurs sont persuadés que l'unité à la base et dans l'action leur permettra de vaincre. Dans ce but, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge sont à leurs côtés et les soutiendront jusqu'à la victoire.

Les travailleurs marxistes-léninistes de la Cellulose

SAFT-BORDEAUX

encore une tentative d'exclusion de la CGT

A la CGT existait une commission jeunes fantôme. En Février 75, petit à petit, sous notre impulsion, des jeunes s'y regroupent. Les responsables révisionnistes tentent de la contrôler. Ayant échoué ils cherchent à la faire pourrir.

A signaler que la commission s'est opposée à appeler à une manifestation départementale pour les jeunes, qui visait en fait à canaliser le mécontentement de la jeunesse ouvrière vers le Programme commun.

Le 19 juin, un camarade a proposé que soit discuté en commission un projet de lettre ouverte interne à la section syndicale. En voici un extrait :

(...) «Vers le début juin, la Bourse nous a envoyé un appel à une manifestation pour le samedi 21 juin. Nous avons discuté de la manifestation, sur le fond et la forme, et nous avons voté que la commission ne serait pas présente à cette manifestation et que ceux qui iraient y seraient individuellement.

«Nous étions contre cette manifestation, ce qui est notre droit, car

les statuts précisent : "La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut à l'intérieur du "syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions "intéressant la vie et le développement de l'organisation."

«C'est donc une question de principe que de respecter les statuts, nous sommes fidèles à ce principe.

«Nous avons fait un compte-rendu des réunions avec le bureau, voici ce que nous a dit le bureau : "Vous n'avez pas à discuter de l'orientation de la CGT, vous ne discuterez que des formes dans lesquelles vous ferez les actions qu'on vous dira de "faire." Nous sommes fermement opposés à cela.

Le 20 juin, la réponse des révisionnistes ce fut la suspension de toutes les activités de la commission et le projet d'exclusion du camarade en AG de syndiqués.

Qu'est-ce qui gêne tant les dirigeants révisionnistes dans cette commission jeunes ? C'est par exemple

qu'actuellement certains de ses membres préparent l'étude de «Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial». Mais leurs manœuvres pour empêcher le débat n'ont pas permis d'obtenir ce qu'ils escomptaient, car un jeune adhérent du P.C.F. leur a rendu sa carte et la carte CGT (puis l'a reprise pour pouvoir voter contre leur décision). En fait, même au sein des ouvriers influencés par la ligne révisionniste, la colère monte. De plus en plus la jeunesse ouvrière se détache du P.C.F. traître à la nation et au prolétariat. De plus en plus elle rejette son programme de collaboration de classe et de préparation à la soumission à la domination des sociaux-impérialistes soviétiques. Alors que le Congrès constitutif de la JCMLF (Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France) est imminent (les 28 et 29 juin), de plus en plus les jeunes ouvriers prennent en main la critique et la lutte contre le révisionnisme et leur politique de trahison.

Correspondant H.R.

RECTIFICATIF

Une erreur de montage, dans le dernier numéro d'H.R. a fait sauter l'essentiel de l'article. De ce fait, nous le reproduisons ci-dessous intégralement.

A l'usine Calibracrier (rue Parmentier à Puteaux), qui fait partie du groupe Creusot-Loire, la direction a décidé de licencier six travailleurs, et en plus de diminuer les salaires de 4 % en amputant la prime de production.

Ces décisions ont soulevé la colère des travailleurs. Jeudi 29 mai ils ont décidé d'occuper l'usine et ils exigent : l'annulation des licenciements, la cessation des brimades dont sont victimes les travailleurs immigrés qui sont en majorité, le rétablissement de la prime de production (ce qui serait d'ailleurs le plus bénéfique et empêcherait la division, les jalousies entre ouvriers, ce serait d'exiger son intégration dans le salaire).

Les ouvriers de l'usine sœur d'Onzion dans la Loire, ont fait un débrayage de solidarité d'une heure.

ABONNEZ-VOUS

22 Nos (1 mois) 22 F

Nom.....

Adresse.....



« Proletaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous ! »

SOUSCRIVEZ

- Par mandat ou mandat-lettre adressé à «l'Humanité rouge» - BP 365 75064 Paris Cedex 02.
- Par mandat directement versé sur notre CCP 30 226-72 La Source.

